

Rapport de Synthèse

AFRICA TIME FOR A NEW DEAL

*Vers des solutions
africaines aux
défis du continent*

20 SEPT
2017

PENINSULA
19, avenue Kleber
75016 PARIS

#ATND2017

www.club-2030.com



AFRICA TIME FOR A NEW DEAL est un forum organisé par le think tank Club 2030 Afrique, qui invite les décideurs africains à réfléchir ensemble aux défis du continent et aux perspectives de collaboration interafricaine pour des solutions africaines. Après une première édition conclue avec grand succès en 2016, la deuxième édition sous-titrée « Vers des solutions africaines aux défis du continent » s'est tenue le 20 septembre 2017 à l'Hotel Peninsula de Paris. Cette deuxième édition a tenu ses promesses en réunissant dans le seizième arrondissement de Paris des personnalités africaines et françaises de haut niveau, en mobilisant près de 600 participants et offrant des débats de très haut niveau.

Club 2030 Afrique est un think tank à but non lucratif dont la mission est d'accompagner les organes de gouvernance africains dans leur processus d'émergence. Le think tank intervient sur les thématiques telles que la bonne gouvernance, l'économie, la santé, l'énergie, l'éducation, l'agriculture et le numérique, des enjeux majeurs qui mèneront à un développement économique et social harmonieux à horizon 2030.

Africa Time for a New Deal - ATND



“ La prochaine utopie se réalisera sur le continent africain puisque le XXIème siècle, c’est le siècle de l’Afrique. ”

Khaled Igue, Président de Club 2030 Afrique

Introduction Khaled Igue, Président de Club 2030 Afrique

« Il est bel et bien temps que l’Afrique change ses paradigmes ». Tels sont les premiers mots du colloque prononcés par Anne-Marie Dias Borges, Journaliste et modératrice de la journée, dans son allocution de bienvenue. Un continent qui, depuis une décennie, affiche des taux de croissance soutenus, suscitant les intérêts et les convoitises des États tout comme des investisseurs privés. L’Afrique connaît surtout une croissance démographique inédite, poursuit Mme Dias Borges, croissance dont elle doit savoir tirer profit, puisque malgré la pauvreté et le sous-développement qui y persistent, le continent demeure extrêmement riche à plusieurs niveaux. Sur ce, la journaliste appelle les intervenants du jour à réfléchir sur le développement des paradigmes socio-économiques en Afrique.

Khaled Igue, Président du club 2030 Afrique et organisateur de la journée Africa Time for a New Deal, exprime à son tour son optimisme à l’égard de l’avenir du continent africain. « La prochaine utopie se réalisera sur le continent africain puisque le XXIème siècle, c’est le siècle de l’Afrique. L’Afrique du XXIème siècle est une Afrique inédite qui a tout pour réussir ». Un continent brillant avec plus que 50% de la population éduquée, une jeunesse active, un entrepreneuriat qui se développe jour après jour, sont des facteurs qui incitent Khaled Igue et tant d’autres à annoncer les beaux jours de l’Afrique : « Aujourd’hui, il faut surtout penser aux solutions africaines et réaliser ce que nous pensons ».

Cependant, cette euphorie ambiante ne doit pas cacher la réalité, celle d’un continent encore en majorité sous-développé, qui souffre de déficit en matières d’infrastructure, d’énergie, d’industrie, problèmes qui reviendront dans toutes les interventions de la journée. « Certaines décisions sont prises en Afrique pas par choix, mais par question de survie. Reste que le potentiel du continent demeure important », poursuit M. Igué, devant un auditoire plus qu’attentif composé de diplomates, de journalistes, de chercheurs, d’entrepreneurs et d’un grand nombre d’intéressés par les problématiques africaines ayant rempli la salle jusqu’au dernier siège.

Table ronde I : Le défi de la croissance

Quelles politiques socio-économiques pour un développement inclusif ?

Retransmise sur Radio France Internationale (RFI), la première table ronde donnera l'occasion aux intervenants de rentrer dans le vif du sujet en visant l'aspect le plus apparent en même temps le plus problématique du développement africain : la croissance. Modéré par Alain Foka, journaliste à RFI, ce panel réunit Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin et Président d'AfricaFrance, association visant le renforcement des relations entre les entreprises françaises et africaines sur une base partenariale pour une croissance durable et inclusive ; Jean-Michel Severino, Président d'Investisseurs et Partenaires (IETP) ayant pour vocation de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) et les startups basés en Afrique subsaharienne et dans l'Océan indien ; Pascal Agboyibor, membre du conseil d'administration du cabinet Herington & Sutcliffe LLP- Orrick, compagnie mondiale en charge de l'amélioration des secteurs technologique, énergétique, d'infrastructure et de finance en Afrique ; et un investisseur qui mobilise des partenaires stratégiques et des investisseurs du monde entier dans le développement socioéconomique du continent africain.

“ Il est important de garder l'esprit de plaidoyer pour l'avenir de l'Afrique et rester optimiste sur toutes ces transformations en cours. ”

Lionel Zinsou

Les questionnements sur les politiques mises en place en Afrique pour supporter cette croissance démographique et économique ainsi que sur les stratégies mobilisées et devant être mobilisées pour « faire de l'Afrique un eldorado », expression qui jalonne tous les discours de cette table ronde, ont fait l'objet de ce premier panel. C'est Lionel Zinsou qui ouvre les festivités : « Il est important de garder l'esprit de plaidoyer pour l'avenir de l'Afrique et rester optimiste sur toutes ces transformations en cours ». Pour l'ancien premier ministre, il s'agit de voir ces mouvements de croissance très puissants et inédits comme des mouvements créateurs d'activité, allant en pair avec la transition numérique qui génère de nouvelles opportunités professionnelles. Ce phénomène fabrique des classes moyennes urbaines et il va de soi que l'espérance de vie des citoyens s'améliore. Cependant, Lionel Zinsou reconnaît que la difficulté à réduire l'extrême pauvreté persiste, puisque d'après les dernières études réalisées par le Groupe Banque Mondiale (GBM), 30% des africains vivent toujours au-dessus du seuil de la pauvreté.

Certes, ce pourcentage est passé de 60% à 30% dans très peu de temps, mais d'un point de vue politique, les problèmes persistent, puisqu'il faut voir et peser les deux conséquences de cette croissance : la fabrication d'une classe moyenne urbaine d'une part, la persistance du phénomène d'exclusion, notamment dans les villages, d'autre part.

« Il faut arriver à créer en Afrique des pôles où la vie soit possible en dehors des grandes villes. Désenclavement et connectivité sont les maîtres-mots de cet enjeu, désenclaver et connecter les zones rurales, non seulement les capitales. Si cette connexion réussit, nous réussirons en tout, notamment à créer de l'emploi dans ces régions », poursuit son voisin Pascal Abgoyibor.

Ceci dit, les nuances sont à respecter, puisque l'Afrique est constituée de 54 pays et il ne faut pas généraliser les idées reçues sur l'Afrique sur l'ensemble du continent pays. C'est ce que Jean-Michel Severino cherche à expliciter dans son intervention. Par rapport aux opportunités professionnelles existantes, la transition démographique peut jouer à l'avantage de certains pays comme la Tanzanie, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et l'Éthiopie, au détriment d'autres tels que le Nigeria, l'Angola ou le Ghana. Les pourcentages varient également dans chaque pays en fonction du nombre de personnes âgées et de jeunes.

“ Il faut arriver à créer en Afrique des pôles où la vie soit possible en dehors des grandes villes. ”

Pascal Abgoyibor



Parlant du schéma continental général, le Président d'IETP précise que depuis le début du XXI^{ème} siècle, le rapport « actif sur inactif » reste positif et le restera dans les 70 prochaines années, puisque l'Afrique compte de moins-en-moins de personnes âgées et d'enfants, et de plus-en-plus de travailleurs. Les prévisions de l'Organisation des Nations unies (ONU) correspondant à deux enfants par femme en fin de siècle, le dividende démographique connaîtra une diminution. Cependant, même si la tendance consiste à arrêter les pendules en 2050, les statistiques de l'ONU pour la fin du siècle demeurent ambitieuses. Certes, les « blacks » constitueront le groupe racial dominant en fin du siècle, mais l'essentiel reste de voir au-delà de la démographie et de pouvoir mesurer la puissance effective de l'Afrique dans le monde, puisque Severino reste fortement persuadé que « le XXI^{ème} siècle c'est le siècle de l'Afrique ».

Au-delà des opportunités professionnelles, cette croissance démographique et cette urbanisation accélérées génèrent des besoins spécifiques en termes de consommation, d'infrastructure et d'énergie. Comment subvenir à ces besoins alors que 70% de la population n'a toujours pas accès à l'énergie et 90% de l'économie demeure informelle ? Le manque de modèles économiques caractérisant l'Afrique, Lionel Zinsou prend l'exemple de son pays, le Bénin, où d'importants projets et plans d'actions voient le jour mais qui rencontrent des difficultés dans la levée des fonds, le respect des échéances et la mobilisation du secteur public.

Le besoin incite les investisseurs privés à réfléchir à une alternative, et dans certains secteurs comme l'énergie, les compagnies privées prennent le relais de l'État, ce qui soulagerait l'État et permettrait au Bénin, sur le long terme, de devenir enfin autosuffisant en terme d'énergie. Ainsi, la faiblesse de certains États donne lieu à des solutions privées. Ceci dit, « ce phénomène reste partiel et problématique, puisque même si aujourd'hui 30% de la population béninoise a accès à l'électricité face à 10% en 1960, le paysage démographique du pays a énormément évolué entre-temps, puisqu'en 1960 le Bénin ne comptait que 2 millions d'habitants et actuellement nous en sommes à 11 millions. L'évolution est considérable en termes de pourcentages mais en termes de chiffres, 7.5 millions de béninois n'ont toujours pas d'électricité, alors qu'ils ne comptaient que 1.8 millions en 1960 ».

Toutefois, Lionel Zinsou insiste sur un grand progrès en Afrique dans la mobilisation des ressources, notamment financières. La mise en œuvre des programmes de la COP 22 en constitue l'exemple idéal. « Nous savons nous engager et engager les entreprises pour des financements », précise-t-il. Également, contrairement à ce que le monde entier pense, l'Afrique n'a pas une balance commerciale déficitaire. Le rapport « exportation sur importation » reste équilibré, et sur le long terme, l'Afrique vise un meilleur équilibre structurel qu'aux États-Unis et en Europe.

Le principal problème en Afrique reste la lenteur du rythme d'exécution des projets en raison d'une lourdeur administrative. « Ce qui se fait en deux ans ailleurs se fait en dix ans en Afrique, précise Pascal Agboyibor, il existe une déconnexion entre le modèle de l'entrepreneur et le modèle d'exécution du projet ». C'est également une des raisons pour lesquelles les PME rencontrent des difficultés dans leur mise en place, puisque leur accès au crédit demeure une mission quasi-impossible en raison d'un système macroéconomique défavorable, d'un manque de garantie et d'une faiblesse. « Aucun pays n'a créé un cadre juridique facile pour favoriser les PME et les startups. Malgré les efforts et les pratiques, nous ne pouvons pas dire que les politiques publiques ont été ouvertes vers le développement des PME et des startups. La solution réside d'une part dans le renforcement du secteur bancaire, d'autre part dans le renforcement d'offres de capitaux. Il est nécessaire de sensibiliser les gouvernements sur ces questions ». Un des intervenants cite l'exemple parfait d'un potentiel hydroélectrique énorme mais non-exploité sur le continent, avec un projet d'exploitation mis en place depuis plus de 20 ans mais qui rencontre des obstacles dans son exécution.

Si les PME sont abandonnées par les pouvoirs publics, l'Afrique doit apprendre à diversifier ses partenaires. De nos jours, l'Asie finance grand nombre de projets en Afrique. Un des intervenants appelle à ne pas confondre entre les fonds pour financer des projets africains et l'expansion d'une entreprise étrangère en Afrique. « Les fonds et les capitaux sont là, mais il faut savoir comment les gérer, vers où les diriger. Aujourd'hui, l'Afrique rencontre un problème de leadership. Si les pouvoirs publics n'instaurent pas un système en faveur des investisseurs en masse, l'Afrique ne se développera pas. Il existe un ensemble de critères à respecter, comme la contribution à la création d'emplois, la croissance du produit intérieur brut (PIB), etc. Les banques, dans les conditions actuelles, n'ont pas tort en ne finançant pas les PME, puisqu'elles-mêmes doivent être sûres de certaines rentabilités pour investir dans la création d'une PME ».

Faisant l'objet détaillé d'une autre table ronde par la suite, le débat sur l'économie informelle est une arme à double-tranchant pour Lionel Zinsou, puisque d'une part celle-ci constitue 50% du PIB et 90% des emplois créés, mais d'autre part renforce la fuite des responsabilités et des taxes imposées par l'État. La raison du développement de l'informel demeure la lenteur et l'incompétence du secteur formel. La solution idéale consiste à faire rentrer l'informel dans le formel, mais ceci ne pourrait pas se faire sans une révision des législations relatives à la création d'une entreprise dans le secteur formel. « Il faut surtout favoriser les entreprises et renoncer à fiscaliser les premières années le temps qu'il y ait de la matière à fiscaliser. Ceci permettra l'accès au crédit dans des meilleures conditions et un meilleur financement des PME. L'Afrique, comme tous les continents, est endogène dans sa croissance, mais le secteur informel représente la plupart des investissements ».

Enfin, il n'appartient qu'aux pouvoirs publics de trouver des mécanismes de facilité à ces entreprises. Ils doivent répondre aux défis notamment en offrant à ces entreprises des avantages sociaux et surtout en protégeant la production et l'industrie locales. L'informel n'est pas un choix mais un système de survie, donc la question n'est pas de l'encourager ou pas, mais de comment orienter les populations vers un système mieux organisé sur le long terme.

Conclusions de la première table ronde

1. Face à une croissance démographique inédite, il s'avère nécessaire d'arriver à une croissance plus inclusive en allant au-delà des métropoles et en faisant de toute l'Afrique un espace de vie, d'investissement et de création d'emplois ;
2. La lenteur dans l'exécution des projets, la lourdeur administrative et les taxes élevées incitant les entrepreneurs à opter pour le secteur informel plutôt que le formel, il appartient aux pouvoirs publics de mettre en place des mécanismes de facilité pour permettre la création et le développement des PME ainsi que l'exécution de projets dans des meilleures conditions.
3. Le monde entier est témoin d'une croissance et d'un développement inédits en Afrique, essor qui se reflète largement dans les pourcentages de croissance démographique, économique et énergétique par rapport au XXème siècle. Mais d'un point de vue politique, les problèmes persistent. Il reste donc indispensable de penser toujours aux solutions concrètes pour lever les défis du siècle.

Discussion :

Participants

- *Stéphane Brabant, Associé et co-chair de la région Afrique de Herbert Smith Freehills*
- *Anne-Marie dias Borges, Journaliste*

A l'origine du respect des droits de l'Homme (DDH) au sein des entreprises africaines nous retrouvons une observation de Kofi-Anan réalisée vers la fin du siècle précédant, observation selon laquelle ces droits sont complètement ignorés dans certains pays, ignorance qui se reflète largement dans le fonctionnement des entreprises. Depuis, ces dernières comprennent qu'un développement n'est possible que dans le respect des droits fondamentaux des employés et des populations locales. C'est une véritable révolution en Afrique. Un double-système de sanction est rapidement mis en place avec, d'une part, les sanctions juridiques classiques, d'autre part, les sanctions des communautés, appelés les « nouveaux juges ». Sur ce, le respect des droits fondamentaux devient très vite une source d'économie pour les entreprises, puisque le cas échéant, les sanctions imposées seront coûteuses. Le monde comprend que c'est dans l'intérêt des États, des entreprises et des populations locales de se respecter mutuellement pour une meilleure efficacité et un meilleur avenir.

Le respect des DDH par les entreprises internationales implantées en Afrique constitue un élément d'apprentissage et générateur d'un développement vertueux pour les entreprises locales, puisque les deux types d'entreprise collaborent, et cette collaboration ne donne ses fruits que dans le cas d'un respect de valeurs communes. Ainsi, les PME à leur tour s'inscrivent dans le respect des droits fondamentaux, une bonne façon pour les faire entrer dans une logique donnant-donnant de droits et d'obligation et les inciter par la suite à se formaliser. Finalement, il faut rester optimiste et croire que le socle d'un développement harmonieux en Afrique est déjà instauré rien que par les PME.

Table ronde II : Le développement des entreprises

Quels nouveaux modèles de financement ?

Cette deuxième table ronde modérée par Dominique Laresche, journaliste à TV5 Monde, ramène les discussions précédentes vers les réalités du terrain. Cinq fondateurs et directeurs généraux d'entreprises se partagent les constats de leurs expériences en termes de difficultés à créer, à financer ou à développer les entreprises qu'ils gèrent et celles dont ils s'occupent.

Pierre Gattaz, Président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) depuis 2013, prend la parole en premier pour présenter le MEDEF, organisation syndicale créée en 1998 représentant les entrepreneurs français auprès de l'État et des organisations syndicales. Pierre Gattaz reste persuadé qu'en Afrique, la France et le MEDEF ont une grande carte à jouer puisque 40% des africains sont francophones. MEDEF anime la relation entre les communautés d'affaires française et africaine à travers le réseau diplomatique et les administrations françaises ainsi que les patronats africains et les conseillers du Commerce extérieur de la France. Le MEDEF reste largement motivé à accompagner le développement des entreprises en Afrique en mode gagnant-gagnant, surtout des PME. « Il faut que les PME françaises et africaines se rencontrent, et c'est ce que le MEDEF essaye de faire. Nous faisons du concret, nous organisons des vraies rencontres ».

L'Afrique étant un continent doté de ressources naturelles gigantesques, la création d'emplois doit se faire beaucoup plus facilement que la réalité. Il appartient également à la France de contribuer à combattre le chômage et à faciliter la création de l'emploi local.

“ Il faut que les PME françaises et africaines se rencontrent, et c'est ce que le MEDEF essaye de faire du concret, nous organisons des vraies rencontres ”

Pierre Gattaz



Dans le concret, comment favoriser les investissements en Afrique pour créer de l'emploi et comment trouver plus de financement pour les PME ? Car comme nous l'avons déjà mentionné, contrairement aux grandes entreprises financées facilement par les banques, les PME peinent à trouver un financement, alors qu'elles ne demandent pas d'énormes sommes par rapport aux grandes entreprises.

Didier Acouetey, fondateur et Président d'Afrisearch, cabinet de conseil en Ressources humaines et de recrutement pour l'Afrique, insiste sur la nécessité de dépasser le financement traditionnel bancaire en envisageant des modes alternatives de financement tel que le financement participatif, en faisant appel à un grand nombre d'investisseurs pour financer un projet. Pour cela, il s'avère nécessaire de renforcer la confiance des bailleurs de fonds envers les entrepreneurs en bien articulant et justifiant les financements par rapport aux projets. Il faut également restructurer le système de financement dans les pays africains, puisque le problème ne résulte pas d'un manque d'argent mais d'un manque de mécanisme de circulation de l'argent existant : «La liquidité qui circule des les marchés africains est parfois supérieure à la liquidité des banques africaines, mais cet argent ne va jamais dans les banques, constate Didier Acouetey. Si nous réussissons à drainer tout cet argent informel dans le formel en finançant les PME, nous pouvons avoir une forme de source de financement alternative, également inciter les banques à investir plus dans les PME. Nous inventons beaucoup de choses en Afrique, mais nous ne savons pas construire des modèles de ventilation d'argent en les articulant bien pour que les PME en profitent».

“ Si nous réussissons à drainer tout cet argent informel dans le formel en finançant les PME, nous pouvons avoir une forme de source de financement alternative, également inciter les banques à investir plus dans les PME. ”

Didier Acouetey.

Éléphant Vert, société fondée au Maroc en 2012 apportant des solutions pour changer le modèle agricole en Afrique et rendre possible une agriculture saine et durable à grande échelle, représentée par son Directeur général Sebastien Couasnet, témoigne de ces difficultés. Contrairement aux financements classiques, le capital initial d'Éléphant Vert a été offert par une fondation. Mais depuis sa création, la société rencontre des difficultés à lever des fonds pour assurer sa croissance et la régulation de ses besoins de fonds de roulement (BFR) visant à couvrir le besoin résultant des décalages des flux de trésorerie correspondant aux dépenses et aux recettes liées à son activité. Malgré tout, Éléphant Vert constitue un modèle pour le reste des PME et des entreprises à taille intermédiaire (ETI), qui constatent qu'au-delà d'un emprunt bancaire classique, des modes alternatifs de financement sont envisageables et réalisables.

Au-delà du financement initial, les conditions financières générales dans lesquelles les entreprises évoluent ne favorisent pas la création des PME. François Jay, Président et fondateur d'Ebano Finance, plateforme numérique qui incite les investisseurs et les entreprises africaines à se rencontrer efficacement et à concilier leurs besoins et leurs intérêts, constate un immense besoin d'innovation, notamment dans les coûts. Au-delà des délais assez longs, le coût de traitement d'un dossier reste très élevé par rapport à l'exécution du projet, ce qui oriente les entrepreneurs à nouveau vers le secteur informel. « Le but d'Ebano Finance est de diminuer ce coût et d'accompagner les entreprises dans tout ce dont un entrepreneur a besoin mais dont il a du mal à avoir accès seul ».

Puisque la majorité des États africains sont incapables d'accompagner les entreprises faute de moyens ou de compétences, ce sont ses sociétés privées comme Ebano Finance qui prennent le relais. Partout dans le monde ce sont les structures publiques qui soutiennent les PME, ce qui n'est pas le cas de l'Afrique. Une reformation et une restructuration à la fois de l'État et de l'économie s'avèrent donc nécessaires, puisqu'en formalisant l'économie, les entreprises contribuent à financer l'État d'une part, s'achètent une visibilité et une fiabilité de l'autre.

« L'Afrique est un continent grand et hétérogène, mais nous pouvons observer une constante : la faiblesse de la data. Il est difficile, voire impossible, de réaliser des statistiques et d'y avoir accès. Le fait d'avoir une économie à 90% informelle rend à son tour la réalisation de statistiques de plus en plus difficile ». L'accès à l'information constitue à son tour une difficulté en Afrique, ralentissant voire empêchant les entreprises à se développer. Les données objectives n'existent pas, ou souvent quand elles existent elles sont fausses. Pour le dernier intervenant de cette table ronde, Gilles Babinet, co-fondateur d'Africa 4 tech, société visant à moderniser l'Afrique, il est nécessaire de moderniser avant tout les États en mettant en place un système de services publics numérisés pour sortir de l'arbitraire.

La modernisation et la formalisation de l'informel modifieront largement la donne. L'exemple cité par François Jay est celui du Nigéria, qui a révisé son PNB pour le faire passer de 100 à 170. La raison de cette hausse a principalement été la prise en compte de beaucoup d'entreprises autrefois informelles, ainsi que du secteur de la télécommunication. Ce chiffre a constitué un point tournant pour le Nigéria, notamment pour son nouveau statut en terme de leadership en Afrique et dans le monde.

Les enjeux passent aussi par le numérique. Il est nécessaire de rompre avec l'ancien paradigme et de mettre en place un nouveau système entièrement modernisé, puisque l'essentiel n'est pas de soutenir la création des PME et des startups, mais d'articuler le temps long- l'infrastructure donc le numérique, et le temps court- les startups, pour obtenir des résultats durables dans le temps. L'accès des employés à des formations professionnelles de mise-à-jour de leur métier reste également conditionné par la formalisation, puisque ces formations ne sont offertes qu'aux employés du secteur formel. Le secteur informel étant celui qui absorbe 90% de la main d'œuvre, la quasi-totalité des employés ne bénéficie pas de ces formations, ce qui pose problème pour certains domaines comme l'informatique et la mécanique où tout évolue rapidement. Didier Acouetey donne un exemple du mécanicien qui dans l'avenir ne pourra réparer une voiture sans passer par une formation. Certains métiers nécessitent également un financement pour se moderniser, et voilà le retour au cercle vicieux du financement des entreprises. Il est donc important d'articuler le cycle de développement avec le cycle d'investissement, pour observer concrètement un progrès en termes de chiffres dans peu de temps. « Comment passer du point 1 au point 2 ? Comment passer de 500 CFA à 1500 CFA deux ans après ? Il nous faut du matériel, un financement et des conditions politico-économiques favorables. Il nous faut tout à la fois ».

Il faut également que les organisations internationales comme le GBM, comprennent que nous pouvons progresser rien que par le digital, le mobile-banking... L'exemple de « la mamie qui vend les mêmes beignets au coin de la rue depuis 20 ans » revient sans cesse dans ce débat. « Certes, le goût du beignet est peut-être le même depuis plus de vingt ans, mais s'il y a vingt ans nous n'avions pas le choix, nous ne pouvions payer qu'en espèces, vingt ans après nous pouvons éventuellement régler par carte bancaire », précise Acouetey.

Retour à la réalité : « Personnellement je crois assez peu à tout cela, s'exprime Gilles Babinen. Il ne faut pas que nous, chefs d'entreprises, nous attendions à de grands changements. Il faut se rendre compte combien nous sommes loin de la réalité quand nous parlons. Je reste dans une logique de temps assez longue : tout ceci nécessite des formations, des financements, de l'éducation... donc du temps. Pour être efficaces, les États doivent absolument se concentrer sur la limitation de la corruption et sur l'infrastructure de leur pays ». Si aujourd'hui dans tous les forums on parle de l'Afrique comme le continent de l'avenir, on ne parle pas assez des outils et du temps nécessaires à la construction de cette Afrique.

Conclusions de la deuxième table ronde

1. Les rencontres d'une part entre la France/l'Europe et l'Afrique et d'autre part entre les investisseurs et les entreprises/entrepreneurs africains est indispensable pour consolider le développement des PME et pour renforcer une confiance mutuelle en articulant et justifiant les financements par rapport aux projets.
2. Il est nécessaire de dépasser le financement traditionnel bancaire et d'envisager des modes alternatifs de financement comme le financement participatif, construire des modèles de ventilation de l'argent au profit des PME.
3. La modernisation de l'État et de l'économie doivent se faire en mode « gagnant-gagnant », puisqu'en formalisant l'économie, les entreprises doivent contribuer à financer l'État et mais doivent également s'acheter une visibilité, une fiabilité et une assistance sociale, technique et politique de celui-ci.

Discussion :

Participants

- *Claude Fisher Herzog, Présidente des Entretiens Eurafricains*

- *Anne-Marie Borges, Journaliste*

A l'ère de la mondialisation et à l'heure où l'Afrique se réveille, les relations euro-africaines sont plus que jamais nécessaires. Les deux pôles doivent cependant chercher à s'adapter réciproquement dans l'intérêt des échanges mutuels. Si l'Afrique a besoin d'inventer un nouveau modèle de développement, l'Europe doit à son tour refonder le sien notamment dans le secteur énergétique : l'Europe est dotée d'une union énergétique mais ne

possède pas une politique énergétique commune. Le marché européen se caractérise par un disfonctionnement, une concurrence et une absence de régulation. Or l'énergie étant un bien commun, il est indispensable de mettre en place des politiques publiques de régulation relatives au climat, à la compétitivité et à la sécurité énergétique.

L'Europe doit favoriser un mixe énergétique décarbonisé et diversifié sur son continent, reformer son marché, investir dans les énergies non-renouvelables (ENR) mais aussi dans le stockage des énergies, créer une filière beaucoup plus dynamique et compétitive en nucléaire, enfin, créer un pacte de solidarité entre ses États membres leur permettant de créer des filières industrielles dans différentes sources.

L'Afrique doit tirer des enseignements de l'Europe, premièrement en inscrivant sa politique énergétique dans une vision de long terme, car avec la croissance démographique et l'industrialisation, les besoins énergétiques augmenteront. Deuxièmement, l'Afrique doit regarder ailleurs et s'en inspirer en construisant des usines pour augmenter sa production, sans cependant faire un mimétisme en transférant des modèles. Troisièmement, il faut mobiliser les aides publiques internationales pour financer des partenariats public-privés et créer des entreprises africaines en partenariat avec les entreprises Européennes et asiatiques, à condition que ces dernières répondent aux besoins africains. Quatrièmement, il est nécessaire de sortir des discours institutionnels en créant des espaces de débat public et de permettre à la société de s'approprier les enjeux économiques et énergétiques du continent. Finalement, il faut essayer de poser des nouvelles bases et ne pas se fonder sur un passé, en faisant sortir l'Afrique de sa réticence vis-à-vis de l'Europe et en maîtrisant de mieux en mieux l'Afrique et sa diversité, en élaborant des plans d'actions et en les changeant s'ils ne fonctionnent pas.



Table ronde III : Le défi du changement climatique

Comment développer les énergies renouvelables ?

Il semble problématique de parler de transition énergétique en Afrique quand le continent est toujours dans sa phase d'électrification. A l'exemple de la RDC et du Tchad dont les taux d'électrification sont respectivement de 4 et 5%, nombreux sont les pays où l'électrification constitue un chantier vaste qu'il faut développer et sur lequel il faut énormément investir. C'est à la fois de la production et du développement d'électricité à l'ère du changement climatique que cette troisième table ronde traitera, avec Salima Belhadj, journaliste à France 24, comme modératrice.

Par sa deuxième apparition dans la journée, un des panélistes intervient à nouveau pour mieux présenter sa société dont le but est de lever les fonds et de promouvoir la destination Afrique pour les investissements énergétiques. Si le Groupe favorise le secteur énergétique c'est premièrement parce que l'Afrique en a besoin : il est possible d'observer un déficit de rentabilité des entreprises de 15 à 35% dû au dysfonctionnement du courant électrique. Deuxièmement, l'Afrique étant naturellement riche en ressources, elle possède d'importants atouts en énergies renouvelables. Certains pays passent par des grands fleuves donc ils sont plus avantagés en énergie hydroélectrique, d'autres qui ont plus de vent donc en énergie éolienne. Une bonne partie des pays africains peut facilement exploiter l'énergie solaire, et enfin, l'énergie thermique convient mieux à d'autres. C'est donc un continent qui avance à quatre vitesses.

Nous ne pouvons pas généraliser, mais l'énergie reste un facteur fondamental pour développer et connecter le continent.



« Nous ne pouvons pas généraliser, mais l'énergie reste un facteur fondamental pour développer et connecter le continent. Aujourd'hui, l'Union africaine (UA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) insistent sur l'intégration régionale ». Le NEPAD est une agence créée par l'UA pour coordonner les projets d'infrastructure et d'énergie à l'échelle continentale. Son but est de suivre la structuration et la gestion des projets avant qu'ils soient présentés aux investisseurs. Sa société, à son tour, conscient de l'importance et de l'essor du secteur énergétique, investit annuellement entre 2.4 et 4 milliards de dollars rien que pour l'énergie, surtout l'énergie renouvelable. Aujourd'hui, le groupe gère des projets au Ghana, au Niger, au Gabon, en Angola et en Algérie, mis à part les nombreux appels d'offres dans de nouveaux pays en cours d'examen.

Si les projets énergétiques n'ont pas besoin de garanties bancaire ou étatique parce qu'il s'agit d'énergie renouvelable, il faut cependant trouver des « Power Purchase Agreements », sociétés nationales contractuelles qui s'engagent à acheter la production. Ce sont souvent les États qui bloquent les projets en raison de la corruption excessive, d'autres fois ce sont les investisseurs qui n'ont pas les fonds pour faire des études de faisabilité. « Nous travaillons en partenariat avec les États et les institutions porteuses de projet pour les accompagner dans les différentes étapes de mise en œuvre d'un projet que sont les étapes technique, environnemental et financier. Nous aidons les porteurs de projets à performer sur ces différents aspects pour que les projets soient acceptés quand ils seront soumis aux investisseurs. Nous n'investissons pas dans les projets d'une manière aléatoire puisque nous connaissons bien ce que nos investisseurs attendent et nous sommes obligés de respecter un ensemble de critères : il faut que le projet rentre dans la politique stratégique du pays, que la source d'énergie soit adaptée aux besoins du pays, que les ressources soient là... et nous constatons aujourd'hui beaucoup plus de fluidité et d'amélioration dans la gestion des projets, puisque ces derniers sont de plus en plus accompagnés ». Si les meilleurs projets sont toujours ceux qui ont des équipes techniques qui viennent de l'extérieur de l'Afrique, cette société voit ceci comme une opportunité pour créer et développer des formations et améliorer les compétences locales.

Les formations techniques passent à leur tour par des innovations, et c'est ce dont Thierry Cusin, PDG de IOTA Group, abordera dans son intervention. Fondée en 1982, IOTA Group est une société familiale spécialisée en conseil et services internationaux dans le domaine de l'industrie, de l'énergie et des transports. En Afrique, la société intervient dans les projets liés à la production d'électricité et au « Oil-and-gaz ». Thierry Cusin observe un grand changement depuis quelques années avec l'émergence des acteurs locaux. « Nous avons beaucoup de clients africains qui ne sont plus des filiales de grands groupes étrangers mais des acteurs locaux », ajoute-t-il.

Une importance particulière est accordée à l'amélioration des services d'opération et de maintenance dans les entreprises. « Il faut agrandir les talents locaux pour s'inscrire dans une chaîne de valeurs. Nous investissons avec une société française sur un procédé unique permettant la visite virtuelle des usines, ce qui contribuera largement à la formation des talents. C'est un merveilleux support de formation qui permettra aux jeunes de voir ce qui se passe réellement dans une usine, puisque les visites sont souvent difficiles à organiser, et d'aller au-delà des formations théoriques de quelques jours, puisque dans ce domaine, ce qui compte le plus c'est l'expérience et la mise à jour chronique des compétences ». De nos jours, les entreprises étant évaluées en fonction de leur efficacité, il est nécessaire d'investir pour avoir des entreprises efficaces.

Au-delà d'une transition énergétique, il faut donc arriver à créer une transition du savoir : il est essentiel de former les employés locaux sur les problématiques relatives à leur entreprise d'origine, soit-elle une firme multinationale ou une entreprise locale, et c'est ce que IOTA Group tente de réaliser. Sur le long terme, d'après Thierry Cusin, il appartient aux États d'obliger les entreprises étrangères s'installant en Afrique à proposer des formations à leurs employés locaux.

D'ici quelques années, Thierry Cusin croit que ces talents formés auront de bonnes techniques, seront plus efficaces et beaucoup plus économiques.

En ce qui concerne les projets concrets, Gilles Parmentier, Directeur des Investissements de Greenwish Partners, est là pour présenter les nouveaux projets énergétiques en Afrique. La société a principalement réussi à reprendre un projet suspendu au Sénégal en développant et construisant le premier central solaire au Sénégal, qui est également le premier central industriel en Afrique de l'Ouest. 77 000 panneaux solaires y sont installés. Suite au bon fonctionnement de ce projet, Greenwish Partners développe en ce moment des projets du même genre dans d'autres pays comme le Nigeria, le Burkina Faso, le Benin, le Togo et le Mali.

Comme l'a précédemment précisé un des intervenants, l'essentiel pour Gilles Parmentier reste de s'adapter à la spécificité et au potentiel de chaque pays. Il faut commencer avant tout par une étude de la situation actuelle d'un pays en termes de besoin et de consommation, pour ensuite définir les projets et les mixes énergétiques possibles et dimensionner les réseaux, puisque la production d'un excès d'énergie sans avoir des lignes de réseaux pour évacuer peut conduire à un gaspillage. Dans certains pays il n'existe ni un réseau, ni des consommateurs, dans d'autres pays comme le Sénégal les besoins augmentent soudainement, donc de nouveaux projets sont facilement envisageables.

Gilles Parmentier met également l'accent sur l'émergence d'une politique d'électrification propre à l'Afrique : « Il est certain que nous n'allons pas électrifier l'Afrique comme nous avons électrifié l'Europe. L'analogie est le télécom. Pendant longtemps nous avons cru que chaque foyer allait avoir un téléphone fixe, mais nous avons assez vite remarqué que la téléphonie mobile s'est développée beaucoup plus rapidement. L'Afrique est allée même plus loin que l'Europe avec le mobile-payment. Ça sera également le cas de l'électricité. Je ne vois pas des milliers de câbles traverser le désert. Par contre, l'énergie renouvelable, dans les possibilités qu'elle ouvre, peut être installée en micro-échelles. S'il est impossible d'installer 3000 panneaux solaires, nous pouvons en installer trois pour dix maisons dans les villages ».

La diminution du coût de l'électricité constitue également un enjeu pour le continent, puisque c'est ce coût élevé qui empêche l'Afrique d'avancer dans son développement économique. A titre d'exemple, l'électricité constitue 50% du prix de la communication téléphonique. Il faut donc agir sur la diminution de ce coût. Greenwish Partners a accompli son objectif au Sénégal, puisque la nouvelle centrale produit de l'électricité à 40% moins cher que le mix énergétique actuel du pays. Les économies sont importantes et le bilan en carbone est positif. La société met également en place un projet de mix énergétique télécom-électricité à la RDC. « Le problème du télécom c'est que nous avons un maillage de territoires très important mais pas de lignes, donc les pylônes de télécom ne sont pas accordés aux réseaux d'électricité. Au pied de chaque pylône nous avons un générateur des airs avec un cube. Aujourd'hui, nous sommes capables de développer des solutions hybrides en installant un système solaire et des batteries sur les équipements existants, ce qui permet d'améliorer la fiabilité du réseau téléphonique et fait beaucoup diminuer le coût. Les économies sont importantes et le bilan carbone est positif ».

L'émission excessive de carbone et de gaz a effet de serre constituant une problématique inquiétante revenant sans cesse dans l'actualité, Stéphane Aver, Président d'Aaqius, reste persuadé que l'objectif zéro-carbone est possible pour tout de suite. Il est possible en Afrique plus qu'ailleurs, puisque le continent est en plein développement et peut facilement faire ce saut technologique et être autonome en terme d'énergie. C'est ce qu'il appelle une « innovation de rupture » : « Nous investissons sur nos fonds propres sur des sujets à haut risque, des sujets de rupture, et nous pensons que pour l'Afrique, compte tenu de ce saut technologique possible, si l'énergie est structurée comme une filière zéro carbone depuis le vent, le soleil, le nucléaire ou l'hydroélectriques, si nous raisonnons zéro carbone, nous pouvons créer une économie énergétique locale indépendante. Nous proposons que l'aval de cette filière zéro-carbone soit notamment déployé au travers de la production d'hydrogène car celle-ci permet de stocker l'énergie dans de bonnes conditions et en toute sécurité. Nous développons des clés technologiques qui permettent de déployer des solutions sur le terrain. Nous stockons l'hydrogène sans pression dans une matrice solide servant à produire de l'électricité. C'est un standard de stockage d'énergie, qui peut également être utilisé dans des maisons autonomes ou des maisons qui ont des panneaux solaires sur leur toit et avoir des cartouches d'hydrogène rechargeables qui peuvent servir pour l'électricité tout comme pour le transport».

Bien évidemment, cette découverte est le résultat de nombreuses années de recherche, de beaucoup de brevets et de travail avec des universités. Il est donc possible de proposer à la population africaine une énergie produite localement servant à la mobilité, l'habitat et les activités économiques. Cette innovation de rupture a un impact économique local immédiat et permet aux PME de développer un écosystème local pertinent et de sortir de leur dépendance énergétique des grands opérateurs mondiaux.

Conclusions de la troisième table ronde

1. L'Afrique étant naturellement riche en ressources naturelles, elle possède d'importants atouts en énergies renouvelables qui pourront permettre au continent d'avoir sa propre production d'énergie, à diminuer le coût de cette production et à atteindre l'objectif zéro-carbone dans peu de temps.
2. La formation des employés et l'accompagnement des entreprises dans différentes étapes de mise en œuvre d'un projet reste fondamental, pour que ces derniers puissent être financés quand ils seront soumis aux investisseurs. De nos jours, les entreprises étant évaluées en fonction de leur efficacité, il est nécessaire d'investir pour avoir des entreprises efficaces.
3. L'Afrique aura sa propre politique d'électrification adaptée aux enjeux, au climat et aux moyens qu'offre chaque pays du continent. Il est nécessaire de s'adapter à la spécificité et au potentiel de chaque pays et ne pas se contenter d'importer les modèles occidentaux.

Table ronde IV : L'Afrique, un champion en devenir

Comment le numérique transforme en profondeur une société ?

2030, le digital constitue une réponse pour pouvoir, avancer dans certaines problématiques sur le long terme. Cette quatrième et dernière table ronde s'interroge sur le rôle du numérique dans les défis de formation et d'éducation des populations locales dans les années à venir, avec comme intervenants Ousmane Bello, vice-président du Club 2030 Afrique ; Fatoumata Ba, fondatrice et directrice-marketing de la plateforme e-commerce Jumia en Côte d'Ivoire ; Alexandre Zapolsky, PDG et co-fondateur de LINAGORA, éditeur de logiciels informatiques, et comme modérateur Mohamadou Diallo, directeur de publication de CIO MAG.

Les prévisions statistiques pour 2030 comptent deux milliards d'habitants pour le continent. D'après les chiffres de l'UNESCO, cela correspondrait à un besoin de 2.5 millions d'ingénieurs et techniciens dans le domaine de l'eau et de la qualité d'hygiène de vie. Conformément aux standards français, ce besoin correspondrait à une nécessité d'avoir en Afrique 2000 écoles d'ingénieurs supplémentaires. Ce chiffre étant impossible à atteindre pour l'Afrique dans les conditions actuelles, il faut, d'après Alexandre Zapolsky, que grande partie des enjeux existants soient abordés différemment qu'en France ou en Europe. Pour 2030, Il faut imaginer l'ensemble de sujets africains à travers ce prisme de grands nombres, parce que ce qui est vrai pour l'éducation l'est aussi pour l'ensemble d'autres domaines, et le seul levier capable de répondre à ce besoin est le numérique.

Dans ce cas précis, de nouvelles formes d'éducation peuvent être envisagées, et cela pourrait passer par l'e-book. Il est clair qu'une formation intégrale ne peut pas se faire en ligne non plus, mais les infrastructures physiques ne permettant pas d'assurer des cours académiques présentiels, il est nécessaire de dématérialiser une partie de l'enseignement, y compris pour les classes d'âge plus jeunes.

“Ce qui est vrai pour l'éducation l'est aussi pour l'ensemble d'autres domaines, et le seul levier capable de répondre à ce besoin est le numérique”

Alexandre Zapolsky



Le numérique, d'après Ousmane Bello, reste ce qui accélèrera le développement africain le plus, puisqu'il contribue en soi à l'accélération d'autres domaines. « Un patient, avant de prendre la décision d'aller chez le médecin, est capable de qualifier sa maladie grâce au numérique, ce qui fluidifierait l'accès aux médecins notamment dans les zones rurales où nous avons très peu de médecins, et permettrait à ces derniers de mieux s'occuper des cas prioritaires », mentionne Ousmane Bello comme exemple. Le numérique permet également de faire de nouvelles choses et d'améliorer ce qui existe. Il assure une forme de confort à la population : à titre d'exemple, il permettrait l'accès au système fiscal avec la réalisation de virements bancaires à distance, puisqu'en Afrique les banques sont peu nombreuses. Il est donc impossible de mettre au même rang les enjeux numériques en Afrique et en Europe puisque les besoins ne sont pas pareils, d'où la nécessité d'investir en Afrique et de travailler surplace pour inventer les innovations dont le continent a besoin.

Pour ce qui concerne le commerce en ligne, l'Afrique reste en retard par rapport au reste du monde faute d'accès à internet. « Les défis sont colossaux, puisque les statistiques de Mc Kinsey parlent de 300 millions de dollars de PIB en Afrique pour 2018. Par rapport à d'autres secteurs, le poids du numérique est assez faible dans ce PIB. Il est de 3 à 4% dans la plupart des pays, à l'exception du Nigeria (13%), du Sénégal et du Kenya, deux pays où le secteur de télécom contribue à 1/3 du PIB. C'est un défi global en ce qui concerne le développement économique. Quand nous avons lancé Jumia, que 4% des ivoiriens avaient accès à une ligne fixe d'internet chez eux, ce qui nous a poussé à innover : quelques mois après le lancement du site, nous avons développé une version mobile parce que le pays comptait beaucoup plus de "mobilautes" qu'internautes. Ainsi, en touchant de plus en plus de personnes, nous avons contribué au développement du e-commerce. Les bénéfices sont énormes, mais les opportunités restent encore plus intéressantes quand nous arrivons à apporter une réponse de qualité avec beaucoup de pragmatisme, nous surmontons les défis pour en faire du business. C'est le rôle des entrepreneurs », raconte Fatoumata Ba.

L'accès à internet pose un vrai problème en Afrique, avec que 20% de la population qui en bénéficie. D'autre part, le nombre d'internautes augmente rapidement, l'exemple le plus frappant étant celui du Nigeria qui est passé de 2012 à nos jours de 47 à 97 millions d'internautes. Les chiffres sont remarquables, mais ils ne sont toujours pas suffisants pour parler d'une société numérisée.

Certaines innovations propres au continent africain prennent le relai de l'internet, la plus fameuse étant les Données de services supplémentaires non structurées (USSD). Il s'agit d'une connexion en temps réel entre l'opérateur téléphonique et l'utilisateur qui permet l'envoi et la réception de données. Concrètement, il permet l'accès à Facebook Free Basics et d'acheter des produits de première nécessité dans certains pays sans avoir un forfait internet actif. Certes, il faut une prise de conscience de l'État sur le rôle du numérique qui peut transformer et moderniser tous les secteurs, mais il faut également permettre le lancement de nouvelles initiatives pour appuyer ces secteurs.

Cependant, USSD ne constituerait pas une mesure discriminatoire vis-à-vis des Africains par rapport au reste du monde ? C'est le point que soulève Alexandre Zapolsky : « L'Afrique mérite autre chose qu'un internet dégradé, un droit d'accès partiel à Facebook et d'autres applications. Les gouvernements africains doivent refuser USSD et réclamer un vrai accès à internet, comme l'a fait le gouvernement indien en mettant en place un programme de couverture du pays en wifi libre et gratuit.

Il faut faire attention aux fosses-bonnes idées et ne pas toujours croire que la fin justifie les moyens. C'est notre mission à tous de permettre un accès neutre et libre à internet et de permettre un développement inclusif en numérique qui profite à tous ».

Les débats durent longtemps entre les deux interlocuteurs, pour arriver à conclure qu'il est essentiel de faire la différence entre une stratégie commerciale et un développement général. Il existe deux manières de voir les choses : prévenir et préparer l'avenir pour permettre à la population non-connectée d'avoir internet. Quand les ressources financières sont limitées il devient absolument nécessaire de bien réfléchir aux nouveaux systèmes. Il est impossible de résoudre tous les problèmes partout de la même manière : il faut être visionnaire et permettre à chacun d'avoir accès d'abord à une première solution, puis à la solution optimale. Les exemples du Sénégal et du Kenya qui ont une contribution du numérique au PIB supérieure à celles des démocraties occidentales grâce à une volonté de ces États de digitaliser le pays avec la diminution du coût d'internet montre que la numérisation de masse n'est pas une mission impossible.

L'Afrique peut se réjouir d'avoir la thématique du numérique dans tous ses agendas, mais il ne faut pas oublier que ceci est très nouveau. Pour imaginer l'Afrique de demain, il faut comprendre la nécessité d'élaborer des plans d'investissement massifs dans le numérique, puisque la part qu'occupe le numérique dans les budgets de développement reste minime. L'Afrique est loin d'avoir tout fait dans ce domaine et la mise en place des solutions alternatives ne pourra pas remplacer internet. Le continent étant en manque de personnel qualifié pour proposer des formations en numérique, les grands projets restent financés par l'Europe.

Les gouvernements doivent prendre cette situation en main et pour plus de performance, il faut que les administrations elles-mêmes se numérisent. L'Afrique n'a toujours pas fait ses preuves dans le numérique qui reste toujours un élément de préambule ou de conclusion des conférences et sommets internationaux, jamais un thème à part entier. « Il commence à pénétrer, mais en même temps il ne pénètre pas », pour reprendre les termes d'Alexandre Zapsolsky.

Conclusions de la quatrième table ronde

1. Le numérique reste ce qui accélèrera le développement africain le plus, puisqu'il contribue en soi au développement d'autres domaines comme l'éducation qui impose ses nouveaux besoins avec la croissance démographique, défi dont seul le numérique est capable de répondre en inventant une nouvelle forme d'enseignement, un enseignement dématérialisé, les infrastructures physiques ne permettant pas d'assurer des cours académiques présentiels.
2. Il est hors de question de mettre au même rang les enjeux numériques en Afrique et en Europe puisque les besoins ne sont pas pareils, d'où la nécessité d'investir en Afrique et de travailler surplace pour inventer les innovations dont le continent a besoin.
3. Il appartient aux gouvernements de prendre cette situation en main, consacrer un budget plus large au numérique afin de permettre une numérisation massive en Afrique sur le long terme, sans se contenter par USSD et Facebook Basics qui ne doivent être que des solutions temporaires.

Discussion :

Participants

- Jean-Louis Guigou, économiste et Président de l'Institut de perspectives économiques du monde méditerranéen (IPEMED)
- Anne-Marie Borges journaliste

L'expression « New Deal » fait référence à une nouvelle donne, un nouveau contrat. Souvenons-nous des origines et de la finalité du New Deal, politique interventionniste mise en place par le Président Roosevelt après la crise de 1929 pour soutenir les couches les plus pauvres de la population en leur permettant de s'acheter ce qu'ils produisent.



Il est temps à présent d'envisager le contenu de ce New Deal africain et de se projeter vers un avenir en soldant un passé colonial. Nous pouvons penser à quatre contenus possibles, visant quatre changements. Dans un premier temps, il faut un changement de vision. Il est nécessaire de développer une vision géopolitique de l'Afrique. C'est ce qu'Emmanuel Macron préconise aujourd'hui. Nous assisterons au passage d'une idée vers un projet, ce qui changera les choses. Macron veut « créer un lien structurel entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe », à l'instar de ce qu'Obama a fait avec les deux Amériques et de ce que font le Japon, la Chine et tous les pays sud-asiatiques. Mettre l'Afrique en premier reste astucieux puisque les trois initiales juxtaposées forment le terme « âme ». C'est l'âme de la verticalité et du spirituel.

Discussion (suite) :

Dans un second temps, nous parlons d'un changement de comportement. Il faut casser les idées répandues de centre-périphérie, dominant-dominé, corrompu-corrupteur et bien d'autres. C'est ainsi que les relations seront de plus en plus verticales entre l'Afrique et l'Europe.

En troisième lieu, un changement de stratégie s'impose. L'Europe est un partenaire commercial de l'Afrique, mais il faut passer du commerce avec l'Afrique à la production en Afrique. Les Américains ont mis en place la Banque interaméricaine de développement, les Asiatiques une banque asiatique d'investissement et d'infrastructures. Lorsqu'une banque intercontinentale existe, elle assure la liquidité des capitaux et la garantie des investissements. Lorsque ces deux dernières existent, on fait moins de commerce, ce sont les capitaux qui se redistribuent et se réintègrent dans la production.

Quatrièmement, pour ce qui concerne la garantie du système bancaire, la situation reste absurde. Dans les banques européennes d'investissement nous n'avons que des Européens, dans les banques africaines que des Africains. Il faut mettre en place des traités mutuels à l'exemple de l'ASEAN, un traité qui parle de formation, de normes et d'usufruit, pas uniquement de la circulation des capitaux. Ces pays ont également une instance politique. Or il n'existe aucun lieu où les chefs d'État Africains, méditerranéens et européens se rencontrent.

Il est donc nécessaire de mettre en place une banque, un traité économique, un traité politique et une fondation pour faciliter les rencontres entre les milieux économiques d'universitaires et de chercheurs. A titre d'exemple, l'ONU a mis en place une commission pour l'Afrique, la seule commission onusienne qui fonctionne, mais il n'existe aucun contact entre les Africains subsahariens et les Européens.

Africa Time for a New Deal - ATND

CONCLUSION

- *Abdelmalek Alaoui, fondateur et PDG de Guepard Consulting Group (invité d'honneur)*
- *Khaled Igue, Président du club 2030 Africa.*



Une journée satisfaisante et fructueuse, une occasion d'entendre différentes personnalités, d'avoir des points de vues diverses et un débat très riche sur le développement en Afrique par les Africains, avec une véritable liberté de ton, et en proposant, au-delà de l'analyse de la situation actuelle, des solutions concrètes. A l'issue des débats tout comme pendant la pause-déjeuner, les échanges se sont poursuivis entre les participants.

Des cartes de visites ont été échangées, des RDV pris, des projets communs envisagés. C'était bien là, la vocation d'Africa Time For a New Deal : ouvrir le débat entre les acteurs du développement de l'Afrique.

Il est difficile de sortir d'une journée tellement intense sans piste de réflexion et de conviction sur la situation actuelle de l'Afrique et son avenir. Il est temps de combattre les idées reçues sur l'Afrique, idées qui circulent d'une conférence à l'autre sans aucune capacité à être opérationnalisées sur le terrain. Deux phénomènes guettent l'Afrique aujourd'hui : la quatrième révolution industrielle et le règne de l'incertitude et de la vitesse. S'il existe un phénomène que l'Afrique peut gérer mieux que tout le monde, c'est la gestion de l'incertitude, avec une population capable de vivre avec moins d'1\$ par jour. Certes, pour vivre avec moins d'1\$ par jour il faut être sacrément ingénieux, et il est temps que l'Afrique se capitalise sur ce potentiel. Quant à la gestion de la vitesse, la quatrième révolution industrielle offrira sans doute à l'Afrique des capacités d'adaptation.

Il faut que l'Afrique prenne son destin entre ses propres mains. Elle doit créer des écoles de pensées et développer une vision africaine du monde face aux diverses visions européennes et mondiales existantes. Il s'avère nécessaire de conceptualiser des modèles africains et de les enseigner dans les plus grandes universités du monde.

Finalement, l'Afrique a plus que jamais besoin de sa diaspora. Il faut s'inspirer d'autres diasporas et créer un pont entre les deux pôles, surtout envisager une banque de la diaspora qui soutient le développement de son continent. Un appel ouvert est lancé à la jeunesse africaine pour réfléchir sur des solutions africaines et pour prendre des initiatives sans avoir peur, visant le bien-être de son continent. L'avenir de l'Afrique dépend de ses acteurs et décideurs actuels, mais surtout, de sa jeunesse.



Nos partenaires



Remerciements



Tous les membres de l'équipe de Club 2030 Afrique remercient les partenaires et soutiens de l'évènement qui par leur participation active à cette deuxième édition de la conférence Africa Time for a New Deal, ont permis d'enrichir le débat pour construire l'Afrique de demain.